

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 115 | 29 août-4 septembre 2022

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 20 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

29 août : Les médias ont révélé que le gouvernement turc avait rejeté une demande de visite officielle du Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire (WGAD). Les rapports ont également révélé que le groupe de travail tentait de planifier une visite en Turquie depuis novembre 2016, au milieu de la campagne de détention massive du pays contre les critiques qui a été lancée à la suite d'un coup d'État militaire manqué.

30 août : Les autorités turques ont arrêté Reyhan Abdi, une migrante kurde de Syrie et mère d'un bébé de deux mois, pour des accusations liées au terrorisme. Les lois turques interdisent l'incarcération des femmes enceintes et post-partum même si elles sont reconnues coupables.

2 septembre : Tacettin Başer, un cancéreux emprisonné pour des liens présumés avec le mouvement Gülen, décède 15 jours après sa sortie de prison en raison de problèmes de santé. Des rapports antérieurs avaient

révélé que le diagnostic de Başer avait été tardif de six mois par l'administration pénitentiaire et qu'il avait reçu des analgésiques malgré des symptômes de cancer.

4 septembre : L'épouse du détenu Yusuf Köksal a annoncé sur les réseaux sociaux que son mari n'avait pas été libéré alors qu'il était éligible à la libération conditionnelle.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

30 août : La police d'Istanbul est intervenue lors d'une manifestation organisée à l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparitions forcées pour commémorer les victimes de disparitions forcées en Turquie, détenant brièvement 14 personnes. La réunion a été organisée par les Saturday Mothers, un groupe d'activistes et de proches cherchant à savoir où se trouvent des êtres chers qui ont disparu pendant leur garde à vue en Turquie dans les années 1990.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

30 août : La police d'Istanbul est intervenue lors d'une manifestation organisée à l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparitions forcées pour commémorer les victimes de disparitions forcées en Turquie, détenant brièvement 14 personnes.

30 août : La police d'Ankara est intervenue dans une manifestation organisée par des enseignants pour exiger de meilleurs salaires, détenant brièvement neuf personnes.

30 août : Le bureau du gouverneur du district d'Adana et le bureau du gouverneur de Mardin ont interdit les concerts organisés à l'occasion d'une fête nationale.

31 août : Le bureau du gouverneur de Mardin a émis une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

1er septembre : Les procureurs d'Istanbul inculpent 86 personnes pour leur participation à des manifestations en janvier.

1er septembre : La police d'Istanbul et de Van est intervenue dans des manifestations organisées à l'occasion de la Journée internationale de la paix, détenant brièvement au moins 108 militants.

1er septembre : Le bureau du gouverneur de Hakkari a émis une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

2 septembre : Le bureau du gouverneur du district de Balıkesir a empêché deux personnes de monter sur scène lors d'un concert local.

3 septembre : Le bureau du gouverneur d'Istanbul a interdit un rassemblement organisé par un député de l'opposition pour sensibiliser le public aux disparitions forcées.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

29 août : La police d'Istanbul a brièvement détenu la journaliste Elif Bayburt.

31 août : Les procureurs de Bursa ont inculpé les journalistes Rozerin Gültekin et Ergin Çağlar qui ont été arrêtés lors d'une intervention policière contre une manifestation.

31 août : Les procureurs d'Istanbul ont ouvert une enquête sur l'universitaire Celal Şengör pour avoir prétendument dénigré les valeurs religieuses du public en raison de ses remarques dans une émission de télévision.

1er septembre : Un policier en civil à Istanbul a harcelé sexuellement la journaliste Tuğçe Yılmaz qui couvrait une manifestation.

1er septembre : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à six reportages sur des révélations liées à la corruption faites par un patron de la mafia.

1er septembre : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à deux articles d'opinion et quatre articles de presse sur des allégations de corruption liées à la compagnie nationale des chemins de fer turcs.

1er septembre : Un policier à Van tire des coups de feu sur des journalistes lors de leur intervention dans une manifestation organisée à l'occasion de la Journée internationale de la paix.

2 septembre : Un tribunal d'Istanbul a décidé de bloquer l'accès à trois reportages sur des allégations de corruption impliquant un homme d'affaires proche du gouvernement.

2 septembre : Un tribunal de Diyarbakır a décidé de bloquer l'accès à un site Internet utilisé par l'agence de presse pro-kurde Etkin (ETHA).

2 septembre : Les procureurs d'Istanbul ont inculpé la chanteuse pop Gülşen Bayraktar Çolakoğlu, demandant jusqu'à trois ans de prison pour incitation à la haine et à l'inimitié parmi le public en raison de ses remarques sur les lycées religieux. La semaine dernière, la chanteuse a été arrêtée et relâchée après un tollé public généralisé quelques jours plus tard.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

1er septembre : Le président Recep Tayyip Erdoğan a accusé la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) d'avoir rendu des décisions politiquement motivées sur des requêtes de la Turquie. Ces dernières années, les autorités turques ont refusé de mettre en œuvre plusieurs ordonnances de la CEDH pour la libération de prisonniers politiques, ce qui a conduit le Conseil de l'Europe à engager une procédure d'infraction contre le pays.

MINORITÉ KURDE

29 août : Makbule Özer, une prisonnière kurde de 80 ans, n'a pas reçu d'interprète lors de son transfert à l'hôpital et a dû communiquer avec les médecins « en langage corporel ».

29 août : Les notes personnelles conservées par Bazo Yılmaz, un homme politique kurde de 67 ans décédé dans une prison de Şanlıurfa le 18 août, ont révélé qu'il avait été privé de nutriments et qu'il avait été victime de négligence et de mauvais traitements pendant son incarcération.

30 août : La dépouille de Hakan Arslan, un homme tué lors d'affrontements entre les forces de sécurité turques et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en janvier 2016, a été rendue à son père dans un sac en plastique près de sept ans après sa mort.

30 août : Un groupe de travailleurs agricoles kurdes à Sakarya a été agressé par des habitants locaux. L'incident a fait deux blessés dont un mineur et a conduit les ouvriers à quitter le quartier.

1er septembre : Muhammed Eren Sütçü, un agresseur qui, en décembre, a organisé une attaque contre un bureau du HDP à Istanbul et blessé deux employés du parti, a été libéré de prison dans l'attente de son procès.

3 septembre : La politicienne kurde Semra Güzel a été arrêtée alors qu'elle tentait de fuir le pays. Güzel a été déchue de son immunité parlementaire et faisait face à des accusations liées au terrorisme.

AUTRES MINORITÉS

1er septembre : Le musicien chrétien Şaban Ok annonce qu'il reçoit des menaces de mort par téléphone.

CONDITIONS CARCÉRATIVES

29 août : Les notes personnelles conservées par Bazo Yılmaz, un homme politique kurde de 67 ans décédé dans une prison de Şanlıurfa le 18 août, ont révélé qu'il avait été privé de nutriments et qu'il avait été victime de négligence et de mauvais traitements pendant son incarcération.

30 août : Les médias rapportent que des prisonnières politiques incarcérées dans une prison pour femmes à

Denizli ont été soumises au travail forcé aux mains d'un gardien.

30 août : Gökhan Yıldırım, un détenu qui a entamé une grève de la faim en décembre 2021, a affirmé que les médecins de l'hôpital lui avaient délivré de faux rapports médicaux.

31 août : Des rapports ont révélé que Reyhan Abdi, une femme syrienne kurde qui a été arrêtée le 30 août alors qu'elle avait un bébé de deux mois, a été détenue dans une pièce non ventilée et n'a reçu qu'une bouteille d'eau par jour.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

31 août : Amnesty International a publié un rapport accusant la Turquie et l'Iran d'empêcher l'entrée de réfugiés afghans ou de les renvoyer de force pour faire face à des risques mortels sous le régime taliban.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

30 août : Les gardiens de la prison de Rize ont maltraité le détenu Mirza Çağlayan.

30 août : Les gardiens de la prison de Diyarbakır ont maltraité le détenu Kurbanî Özcan. Des reportages dans les médias ont révélé que lorsque Özcan a voulu signaler l'incident, il a été verbalement menacé par le directeur de la prison qui lui a dit "tu ne vas pas sortir d'ici vivant".

1er septembre : Un policier en civil à Istanbul a harcelé sexuellement la journaliste Tuğçe Yılmaz qui couvrait une manifestation.